Dépêche No. 1233 | 21 septembre 2026

Des lacunes persistantes privent la majorité des Africains d'une alimentation électrique fiable

Dépêche No. 1233 d'Afrobarometer | Asafika Mpako, Edward Chibwili et Richard Adjadeh

Résumé

L'accès universel à une énergie fiable, abordable et propre est une condition essentielle à l'amélioration des soins de santé, de l'éducation et de la productivité économique. Malgré une électrification rapide dans les années 2010, l'Afrique souffre d'un déficit énergétique important : Près de 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité, dont 565 millions en Afrique subsaharienne (Kennedy, 2025 ; Baskaran & Coste, 2024). La demande énergétique continue de dépasser l'offre, sous l'effet d'une croissance démographique rapide, de l'urbanisation et des ambitions industrielles (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 2025).

L'Objectif de Développement Durable No. 7 des Nations Unies comprend des engagements visant à « garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable » et à « accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial » (Nations Unies, 2018, 2024). Dans la poursuite de ce dernier objectif, les pays africains ont diversifié leurs sources d'énergie en y intégrant des énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité (Khoza, 2024). Plusieurs pays ont également mis en œuvre des politiques économiques vertes, notamment des incitations fiscales (par exemple, des exonérations de droits de douane et de TVA à l'importation) sur certains équipements d'énergies renouvelables afin d'en améliorer l'accessibilité et d'encourager leur adoption par les consommateurs (Mwangi, 2025 ; Mungai, 2024).

Des chercheurs affirment que les sources d'énergie renouvelables hors réseau peuvent accroître rapidement et à moindre coût l'électrification rurale (Dalla Longa & van der Zwaan, 2021). Or, les investissements font défaut : l'Afrique recèle 60% du potentiel solaire mondial, mais ne reçoit que moins de 3% du financement énergétique mondial (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 2025).

Les partenaires multilatéraux aident cependant les gouvernements africains dans leur quête d'un accès universel à l'électricité. A titre d'exemple, Mission 300, un programme conjoint de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement et de l'Initiative « Energie durable pour tous », vise à fournir un accès à l'électricité à 300 millions d'Africains d'ici 2030 (Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable, 2025).

Les résultats de l'enquête Afrobarometer menée dans 38 pays africains indiquent que les progrès en matière d'électrification sont lents et inégaux, laissant de nombreuses personnes – en particulier dans les zones rurales et les ménages à faibles revenus – sans accès à l'électricité.

Copyright ©Afrobarometer 2026

En moyenne, moins de la moitié des ménages africains bénéficient d'un approvisionnement fiable en électricité, bien que les taux de raccordement varient considérablement d'un pays à l'autre. Près d'un quart d'entre eux utilisent des sources d'électricité alternatives, parmi lesquelles l'énergie solaire est la plus répandue.

Un sur sept répondants considèrent l'électricité comme une priorité nationale absolue, tandis que plus de la moitié des citoyens sont insatisfaits de la performance de leur gouvernement en matière de fourniture d'électricité.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain.)

Les Partenaires Nationaux d'Afrobarometer conduisent des entretiens en face à face dans la langue choisie par les répondants, permettant d'obtenir des résultats nationaux avec une marge d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les marges d'erreur sont plus importantes pour les analyses de sous-groupes (par exemple, les groupes démographiques) en raison de la taille plus réduite des échantillons. Pour en savoir plus sur notre méthodologie d'échantillonnage, cliquez ici.

Cette analyse de 38 pays s'appuie sur 50.961 entretiens. Les données sont pondérées afin de garantir la représentativité nationale des échantillons. Tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à leur population) pour le calcul des statistiques moyennes plurinationales.

Résultats clés

- Environ sept Africains sur 10 (72%) vivent dans des zones desservies par un réseau électrique, allant de seulement 29% au Tchad à 100% en Tunisie, à Maurice, en Eswatini et au Cabo Verde.
    - Les résidents ruraux (49%) et les citoyens les plus pauvres (60%) sont beaucoup moins susceptibles de vivre dans un milieu desservi par un réseau électrique que leurs homologues urbains (93%) et aisés (91%).
- En Afrique, six ménages sur 10 (60%) sont raccordés au réseau électrique public. A Maurice (98%) et aux Seychelles (98%), le raccordement est quasi universel, mais moins d'un quart des répondants sont branchés en Sierra Leone (24%), au Tchad (16%) et au Malawi (14%).
    - Tout comme l'accès, le raccordement présente d'énormes désavantages pour les ménages ruraux (37% contre 83% dans les zones urbaines) et les ménages pauvres (46% contre 86% parmi les plus aisés).
- Seuls 43% des Africains bénéficient d'une alimentation électrique qui fonctionne « la plupart du temps » ou « tout le temps », tandis que 41% n'ont aucun raccordement ou déclarent que le courant électrique n'est jamais disponible.
    - Moins d'un répondant sur 10 à Madagascar (9%), en Sierra Leone (8%), en Guinée (7%), au Mali (6%), en Zambie (4%) et au Tchad (3%) déclarent avoir un approvisionnement fiable en électricité.

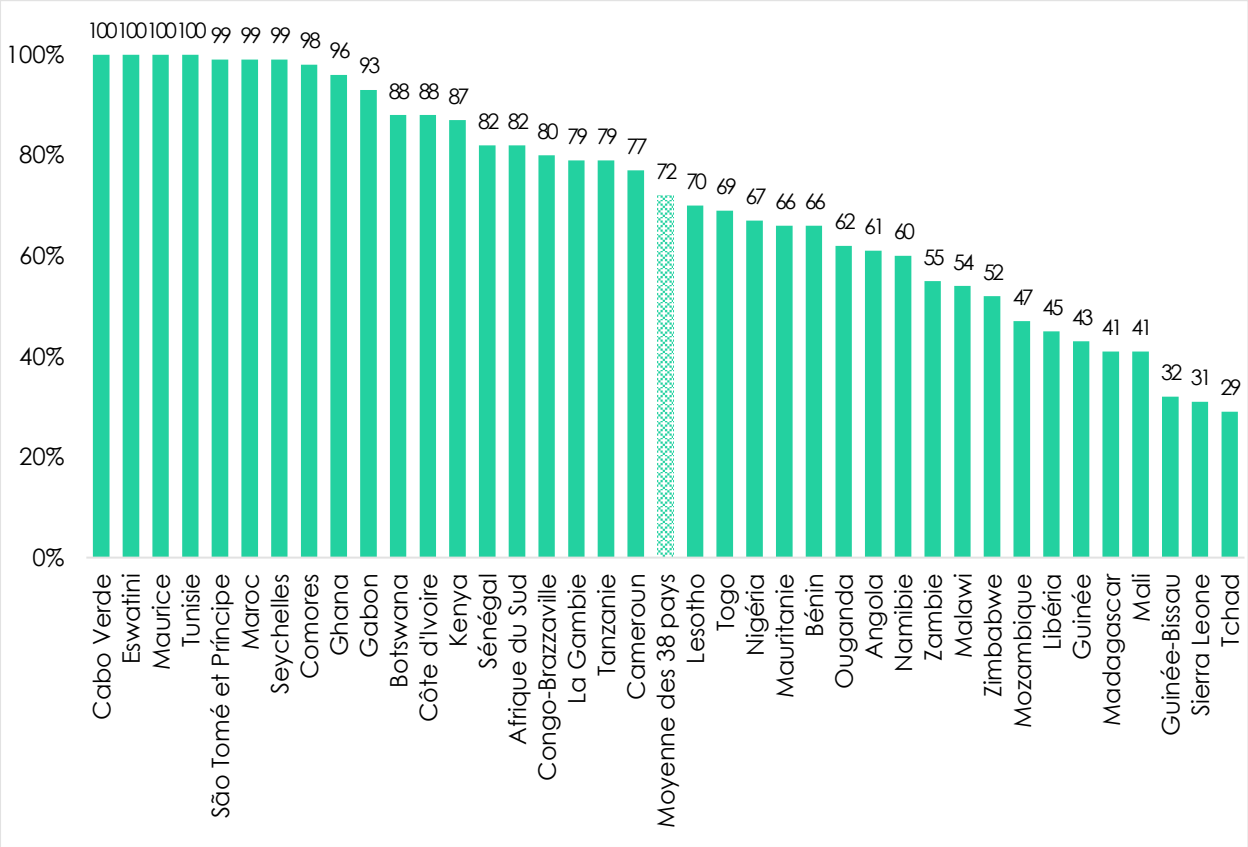
Copyright ©Afrobarometer 2026

- Près d'un quart (23%) des citoyens utilisent des sources d'électricité autres que le réseau public, principalement des panneaux solaires (70% parmi ceux qui dépendent de sources d'électricité alternatives).
    - Les résidents ruraux (31%) sont deux fois plus susceptibles que leurs homologues urbains (15%) d'utiliser des sources d'électricité autres que le réseau national.
- L'accès à l'électricité figure au huitième rang des problèmes les plus importants que les Africains souhaitent voir leur gouvernement résoudre.
    - Moins de la moitié (45%) des Africains se disent satisfaits des performances de leur gouvernement en matière de fourniture fiable d'électricité.

Disponibilité du réseau électrique

En moyenne à travers 38 pays, les équipes d'enquête d'Afrobarometer ont constaté que 72% des zones de dénombrement (ZD) visitées disposaient d'un réseau électrique « accessible à la plupart des maisons » (Figure 1). La présence de ce réseau varie considérablement d'un pays à l'autre. Alors que tous les répondants en Tunisie, à Maurice, en Eswatini et au Cabo Verde vivent dans des zones desservies par le réseau, seuls environ trois sur 10 bénéficient du même accès en Guinée-Bissau (32%), en Sierra Leone (31%) et au Tchad (29%).

Figure 1 : Disponibilité du réseau électrique (%) | 38 pays | 2024/2025



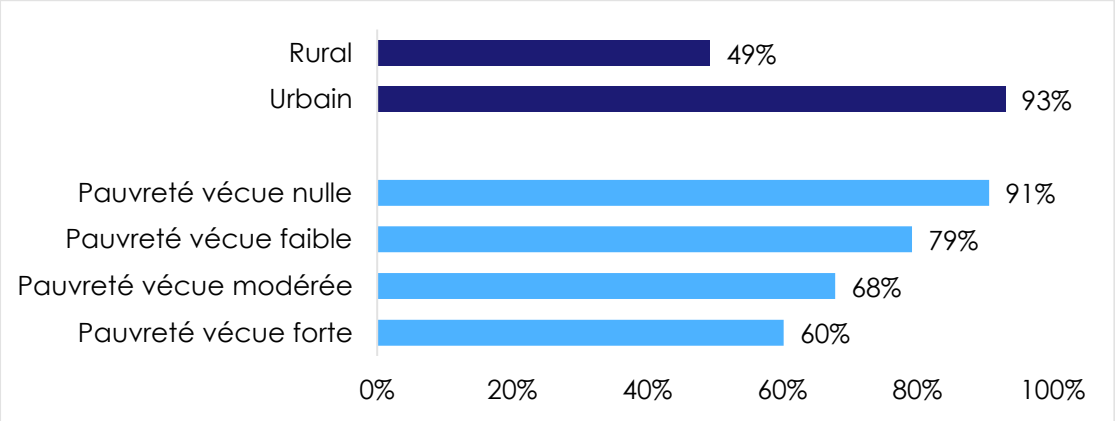
Question posée aux enquêteurs : *Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement : Réseau électrique accessible à la plupart des maisons ? (% qui disent « oui »)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Les résidents ruraux ont environ deux fois moins de chances que leurs homologues urbains de vivre dans une zone couverte par un réseau électrique (49% contre 93%) (Figure 2).

Alors que 91% des ménages économiquement aisés se trouvent dans des zones desservies par un réseau électrique, ce n'est le cas que pour 60% de ceux qui vivent dans une pauvreté extrême.[1]

Figure 2 : Disponibilité du réseau électrique | urbain-rural et pauvreté vécue | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux enquêteurs : *Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement : Réseau électrique accessible à la plupart des maisons ? (% qui disent « oui »)*

Connection au réseau électrique

Même si un réseau électrique est disponible, les préoccupations liées au coût peuvent empêcher certains foyers de s'y connecter (Jamasb, Nepal, & Timilsina, 2017 ; Golumbeanu & Barnes, 2013).

Alors que 72% des ZD sont desservies par un réseau électrique, seuls 60% des ménages interrogés y sont raccordés (Figure 3). Ainsi, quatre répondants sur 10 (40%) déclarent ne pas avoir accès à l'électricité, un chiffre comparable à l'estimation de l'Agence Internationale de l'Energie (2022) selon laquelle 43% des Africains n'y ont pas accès (Kennedy, 2025).

A Maurice et aux Seychelles, le raccordement au réseau électrique est quasi universel (98% dans les deux cas). En revanche, moins d'un tiers des ménages y ont accès en Guinée (32%), en Ouganda (28%), en Zambie (28%), à Madagascar (25%), en Sierra Leone (24%), au Tchad (16%) et au Malawi (14%).

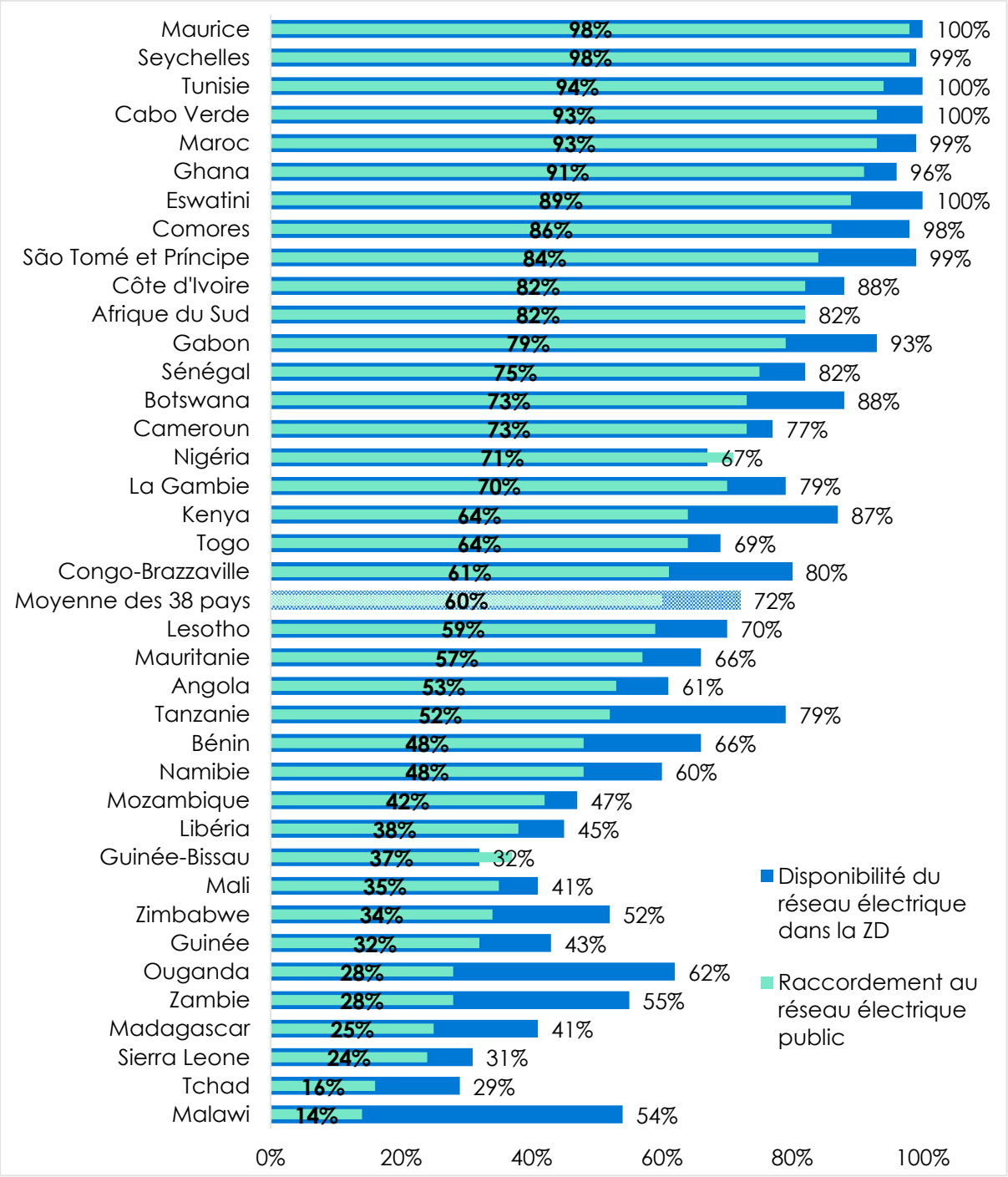
Dans certains pays, le taux de raccordement des ménages est bien inférieur à la proportion de zones d'accès au réseau électrique. Au Malawi, par exemple, alors que les équipes d'Afrobarometer ont constaté la présence d'un réseau électrique dans 54% des zones visitées, seuls 14% des répondants déclarent être raccordés, soit un écart de 40 points de pourcentage. D'importants écarts entre l'accès et le raccordement sont également observés en Ouganda (-34 points), en Zambie (-27 points) et en Tanzanie (-27 points).

[1] L'Indice de la Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Parallèlement, au Nigéria et en Guinée-Bissau, le nombre de connexions déclarées au réseau électrique dépasse légèrement le nombre d'accès, ce qui suggère des connexions irrégulières au réseau principal et/ou des difficultés à identifier les lignes électriques.

Figure 3 : Disponibilité vs. raccordement au réseau électrique public | 38 pays | 2024/2025



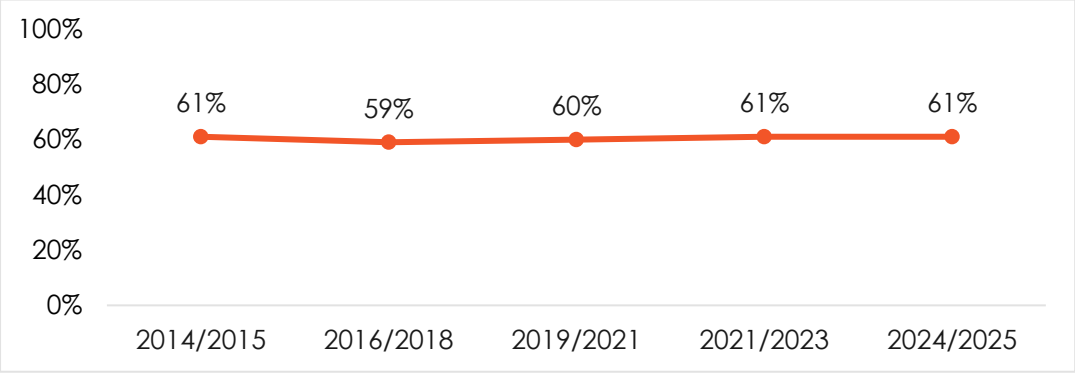
Question posée aux enquêteurs : *Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement : Réseau électrique accessible à la plupart des maisons ? (% qui disent « oui »)*
Question posée aux répondants : *Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique public ? (% qui disent « oui »)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

A travers 28 pays étudiés de manière constante au cours de la dernière décennie, il n'y a pas eu d'augmentation de la proportion d'Africains qui bénéficient d'une connexion au réseau (Figure 4).

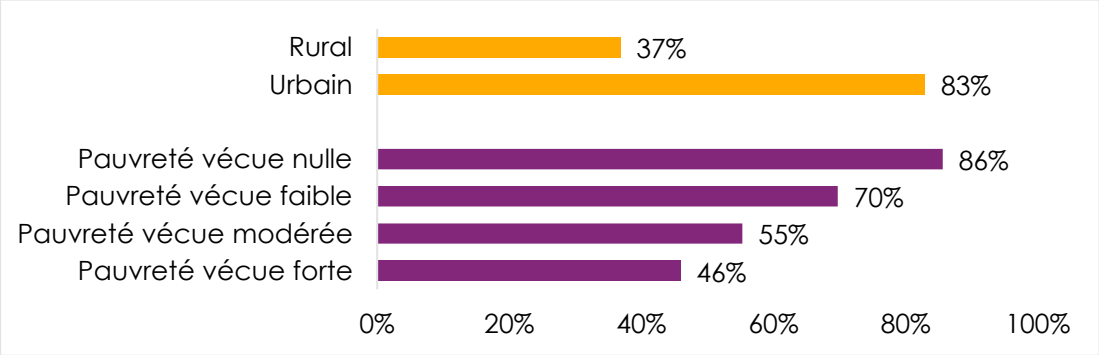
Le lieu de résidence est un facteur déterminant : Seuls 37% des habitants des zones rurales bénéficient d'un raccordement à l'électricité, contre 83% des citadins (Figure 5). Le taux de raccordement augmente avec le niveau de vie, passant de 46% chez les personnes les plus démunies à 86% chez les plus aisées.

Figure 4 : Raccordement au réseau électrique public | 28 pays | 2014-2025



Question posée aux répondants : *Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique public ? (% qui disent « oui »)*

Figure 5 : Raccordement au réseau électrique public | urbain-rural et pauvreté vécue | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique public ? (% qui disent « oui »)*

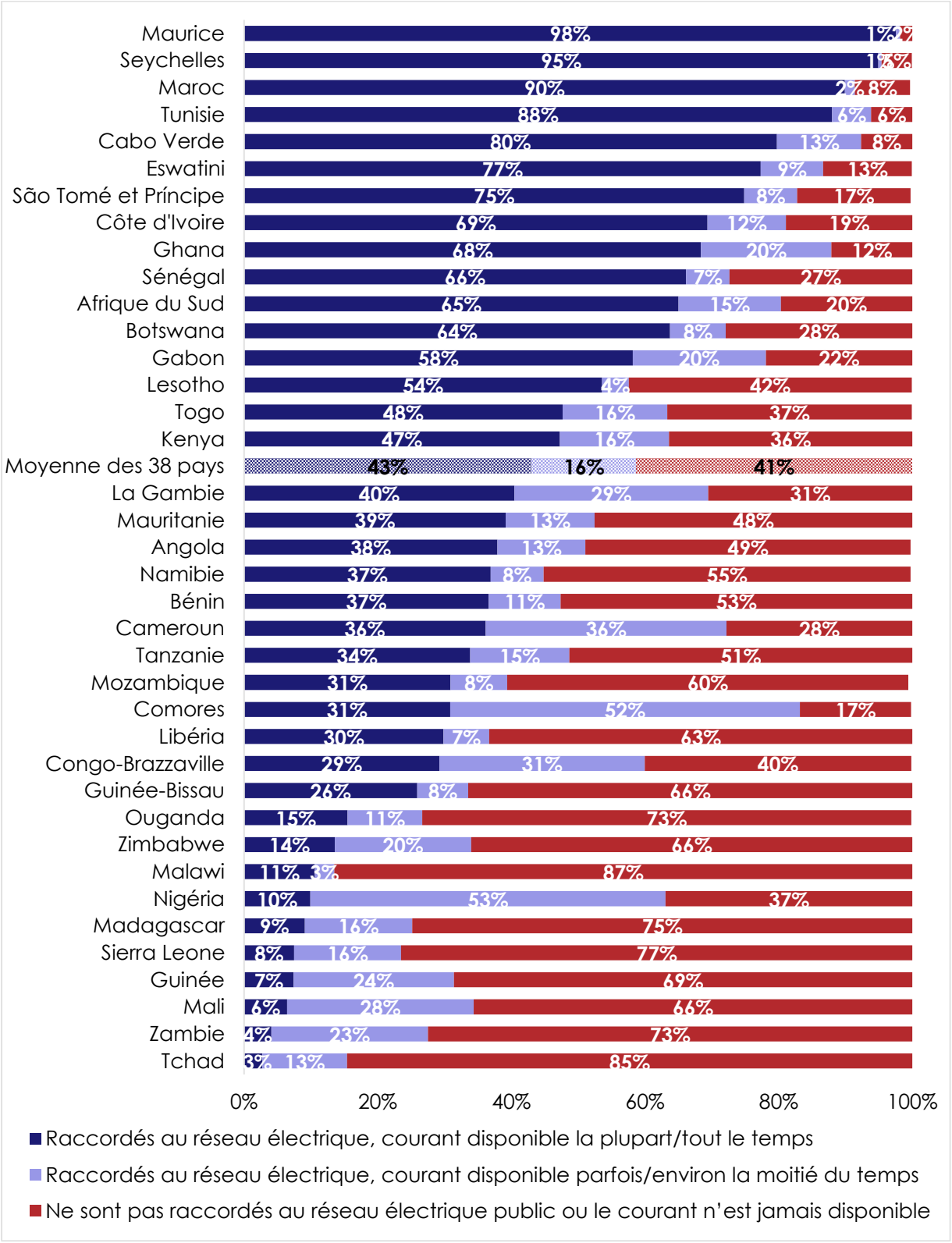
Disponibilité du courant électrique

Même si les citoyens sont raccordés au réseau électrique, la fiabilité de leur alimentation électrique n'est pas garantie. Sur l'ensemble des répondants des 38 pays étudiés, un peu plus de quatre sur 10 (43%) déclarent bénéficier d'une alimentation électrique fiable, c'est-à-dire une électricité qui fonctionne « la plupart du temps » ou « tout le temps » (Figure 6). Un sur six répondants (16%) indiquent que leur courant fonctionne « parfois » ou « environ la moitié du temps », tandis que 41% n'ont aucun raccordement ou ont un raccordement qui ne fonctionne jamais.

Les différences entre les pays sont considérables. Moins d'un répondant sur 10 bénéficient d'un approvisionnement régulier en électricité du réseau à Madagascar (9%), en Sierra Leone (8%), en Guinée (7%), au Mali (6%), en Zambie (4%) et au Tchad (3%), contre au moins neuf sur 10 à Maurice (98%), Seychelles (95%) et Maroc (90%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 6 : Proportion des ménages qui disposent d'un approvisionnement fiable en électricité | 38 pays | 2024/2025



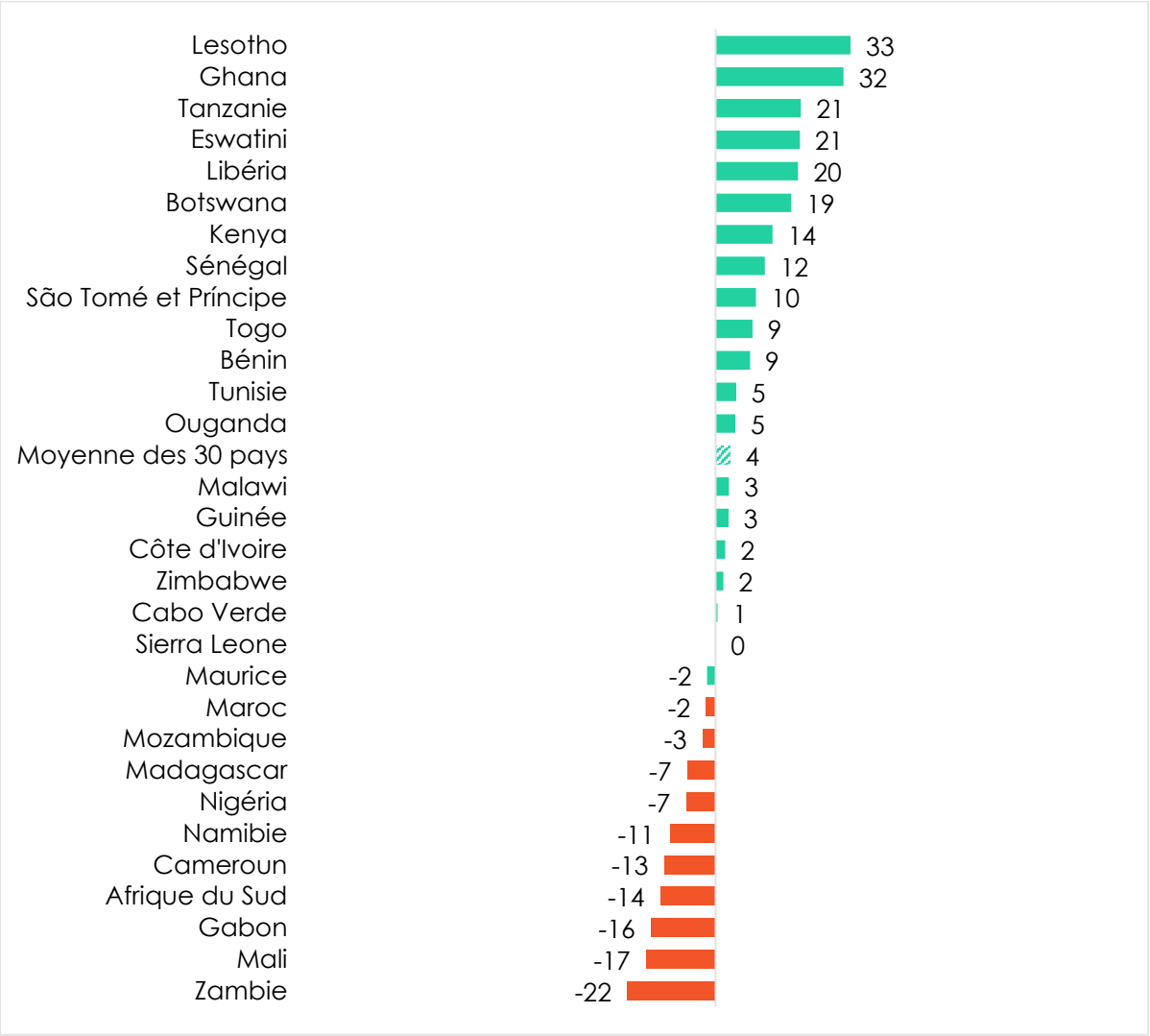
Questions posées aux répondants : *Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique public ? [Si oui :] Quelle est la fréquence de disponibilité de l'électricité ?*

Copyright ©Afrobarometer 2026

En moyenne à travers les 30 pays étudiés en 2014/2015 et 2024/2025, la proportion de citoyens bénéficiant d'un approvisionnement fiable en électricité a augmenté de 4 points de pourcentage (Figure 7).

Treize pays ont enregistré des hausses significatives (de plus de 3 points de pourcentage), notamment le Lesotho (+33 points) et le Ghana (+32 points). Huit pays ont enregistré des baisses importantes : la Zambie (-22 points), le Mali (-17 points), le Gabon (-16 points), l'Afrique du Sud (-14 points), le Cameroun (-13 points), la Namibie (-11 points), le Nigéria (-7 points) et Madagascar (-7 points).

Figure 7 : Evolution de la proportion des ménages qui disposent de l'électricité la plupart du temps ou tout le temps (points de pourcentage) | 30 pays | 2014-2025

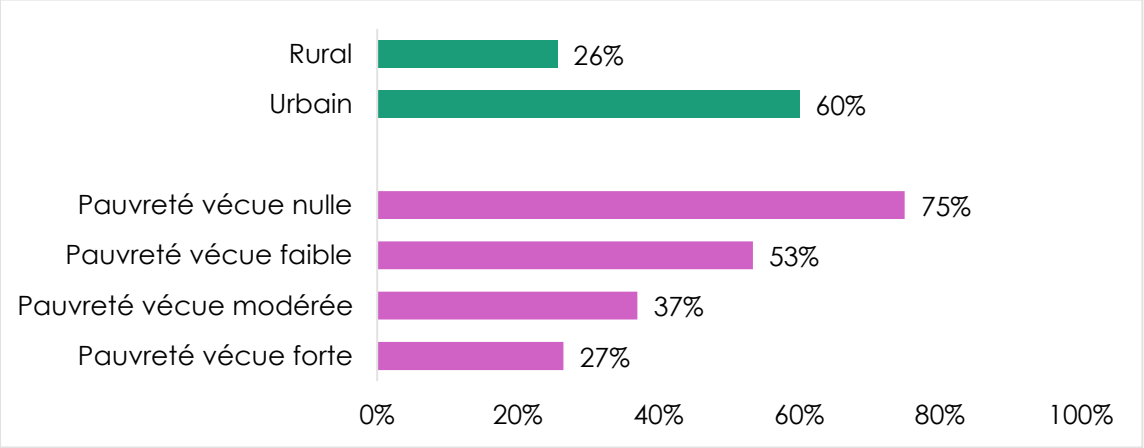


La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre le Round 6 (2014/2015) et le Round 10 (2024/2025) de la proportion de tous les répondants déclarant disposer d'une électricité qui fonctionne « la plupart du temps » ou « tout le temps ».

Un approvisionnement fiable en électricité est beaucoup plus courant dans les villes (60%) que dans les zones rurales (26%), et augmente fortement avec le statut économique des répondants, allant de 27% parmi les répondants les plus pauvres à 75% parmi les plus aisés (Figure 8).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 8 : Approvisionnement en électricité fiable | urbain-rural et pauvreté vécue | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique public ? [Si oui :] Quelle est la fréquence de disponibilité de l'électricité ? (% qui disent « la plupart du temps » ou « tout le temps »)*

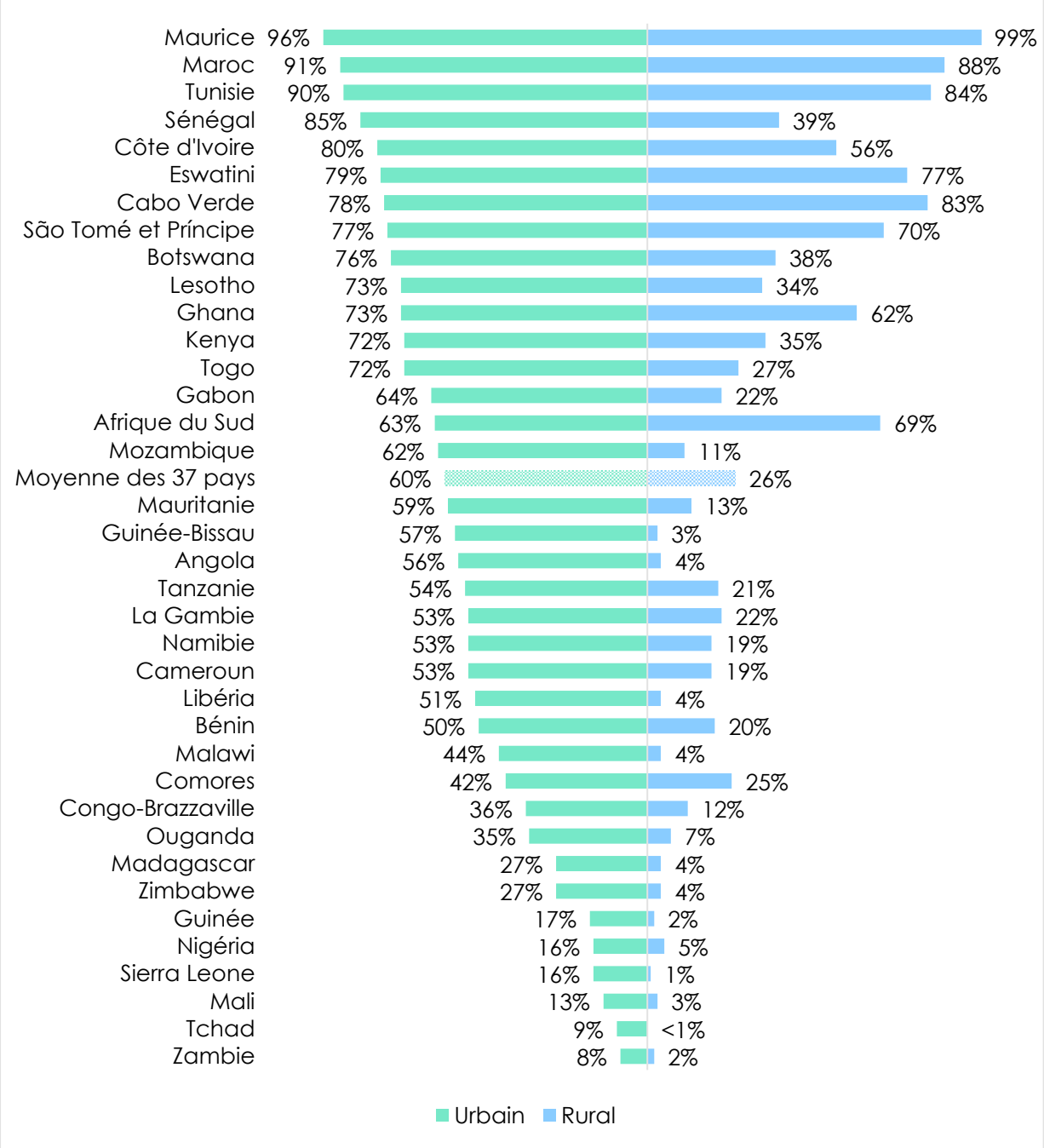
A l'exception de trois pays étudiés, tous les autres présentent des désavantages en milieu rural, avec une moyenne de 34 points de pourcentage sur 37 pays. Ces déficits dépassent 50 points de pourcentage par rapport aux zones urbaines en Guinée-Bissau, en Angola et au Mozambique (Figure 9). Au Tchad et en Sierra Leone, seul environ 1% des habitants des zones rurales bénéficient d'un approvisionnement régulier en électricité.

Les résidents ruraux sont légèrement plus susceptibles que leurs homologues urbains d'avoir une connexion électrique qui fonctionne « la plupart du temps » ou « tout le temps » en Afrique du Sud (69% contre 63%), au Cabo Verde (83% contre 78%) et à Maurice (99% contre 96%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 9 : Approvisionnement en électricité fiable | urbain-rural | 37 pays* | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Votre domicile est-il raccordé au réseau électrique public ? [Si oui :] Quelle est la fréquence de disponibilité de l'électricité ? (% qui disent « la plupart du temps » ou « tout le temps »)*
**Les Seychelles sont exclus car le gouvernement n'inclut aucune distinction entre zones urbaines et rurales dans ses données de recensement ; Afrobarometer classe donc toutes les ZD comme urbaines.*

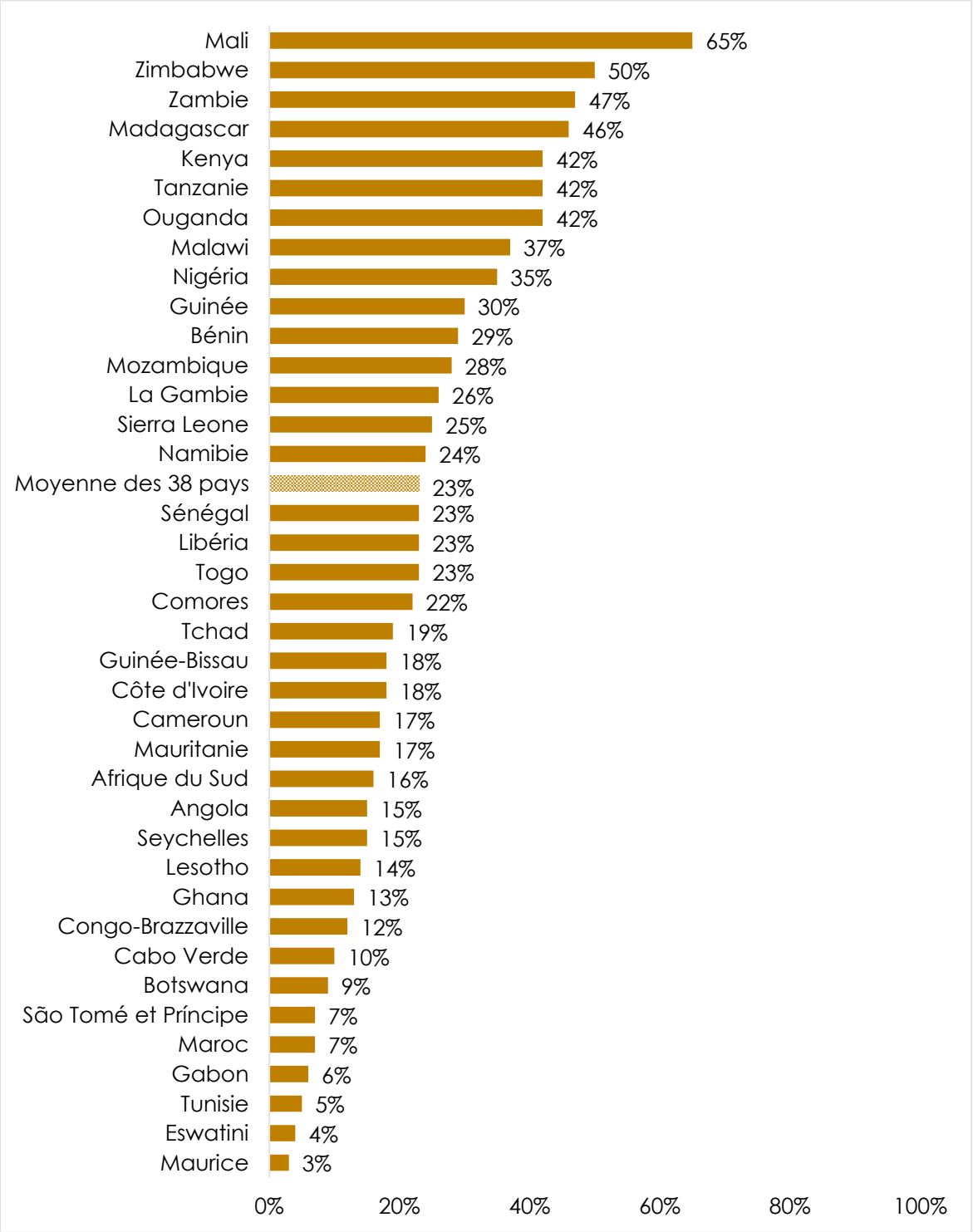
Sources alternatives d'électricité

Près d'un quart (23%) des Africains utilisent des sources d'électricité autres que le réseau national (Figure 10).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Deux tiers (65%) des Maliens et la moitié (50%) des Zimbabwéens déclarent utiliser des sources d'énergie alternatives. En revanche, moins d'une personne sur 10 affirment avoir recours à d'autres sources au Botswana (9%), à São Tomé et Príncipe (7%), au Maroc (7%), au Gabon (6%), en Tunisie (5%), en Eswatini (4%) et à Maurice (3%).

Figure 10 : Usage d'une source alternative d'électricité | 38 pays | 2024/2025



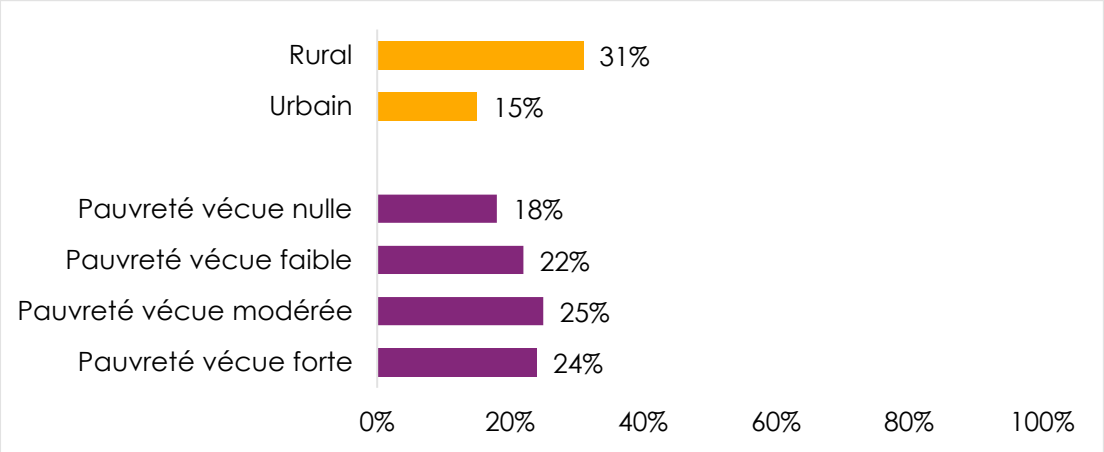
Question posée aux répondants : *Votre ménage utilise-t-il toute autre source d'électricité que le réseau électrique public ? (% qui disent « oui »)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Les résidents ruraux sont deux fois plus susceptibles que leurs homologues urbains d'utiliser une autre source d'électricité que le réseau public (31% contre 15%) (Figure 11).

Les répondants économiquement aisés sont légèrement moins susceptibles que leurs homologues plus pauvres de recourir à des sources d'électricité alternatives (18% contre 22%-24%).

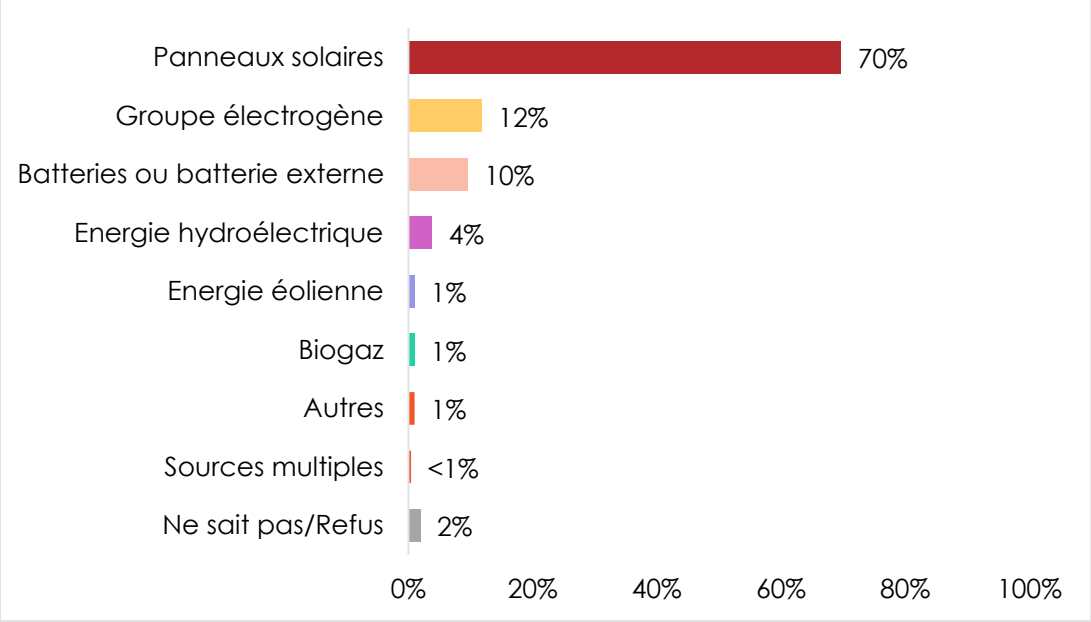
Figure 11 : Usage d'une source alternative d'électricité | urbain-rural et pauvreté vécue | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Votre ménage utilise-t-il toute autre source d'électricité que le réseau électrique public ? (% qui disent « oui »)*

Parmi ceux qui utilisent des sources d'électricité alternatives, la plupart (70%) comptent sur l'énergie solaire, tandis qu'environ un sur 10 utilisent des groupes électrogènes (12%) et des batteries ou des banques d'énergie (10%) (Figure 12).

Figure 12 : Sources alternatives d'électricité | 38 pays | 2024/2025



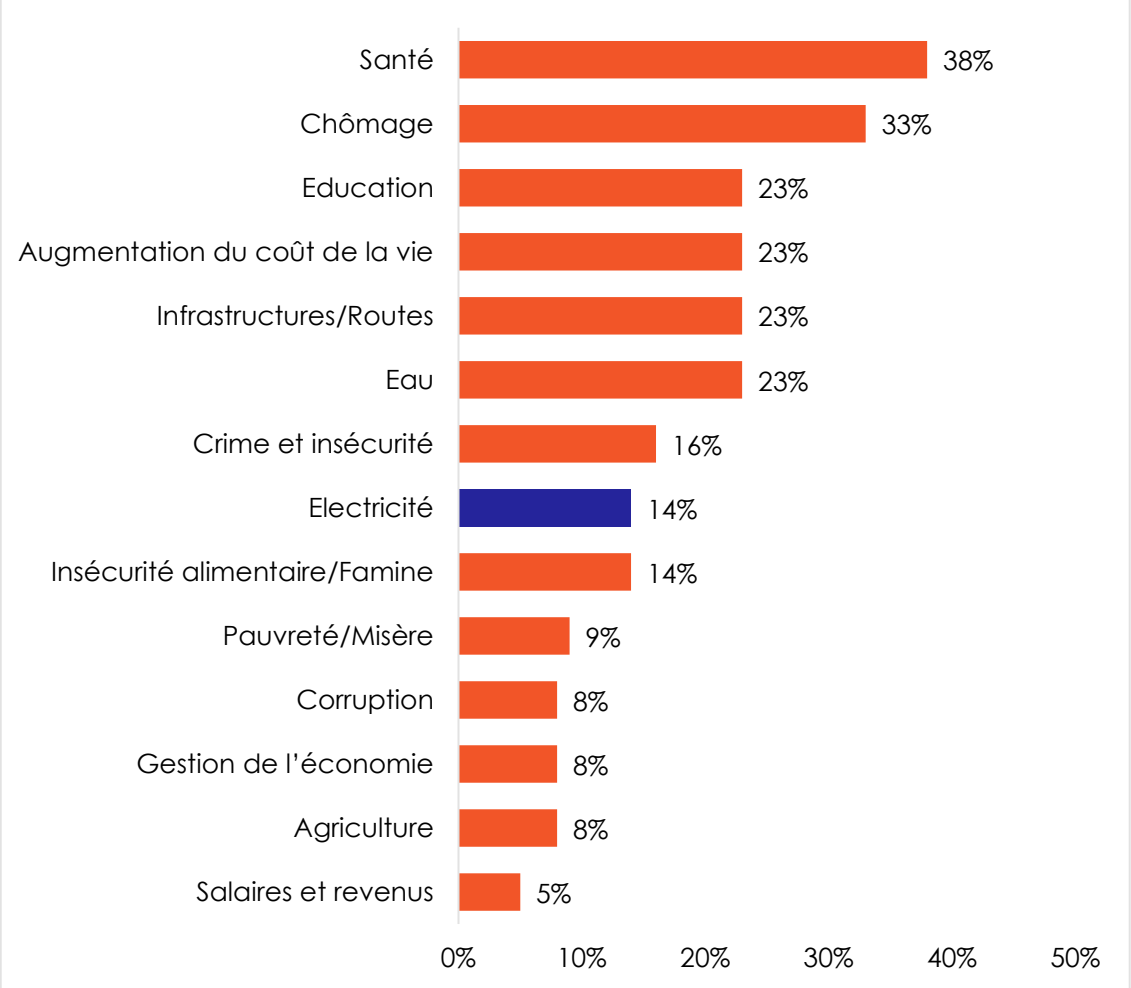
Question posée aux répondants qui disent utiliser une autre source d'électricité que le réseau public d'électricité : *Quelle est cette source d'électricité ? (Les répondants qui n'utilisent pas une autre source d'électricité sont exclus.)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Accès à l'électricité : Problème prioritaire et performance du gouvernement

L'électricité figure au huitième rang des problèmes les plus importants que les Africains souhaitent voir leur gouvernement résoudre, citée par 14% des répondants comme l'une de leurs trois principales priorités (Figure 13). Plus du double citent la santé (38%) et le chômage (33%) comme priorités pour l'action gouvernementale.

Figure 13 : Plus importants problèmes | 38 pays | 2024/2025

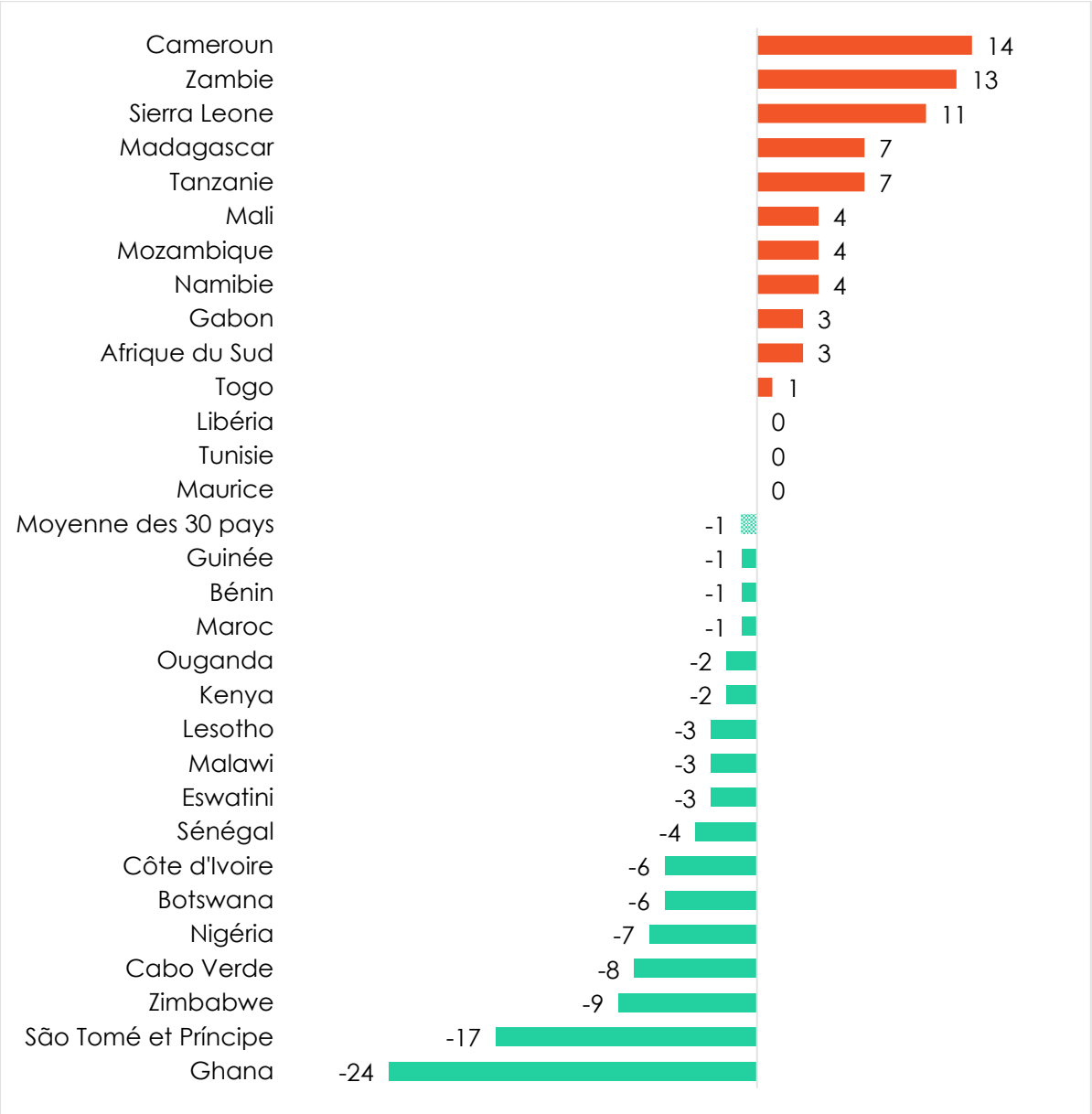


Question posée aux répondants : *A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)*

A travers les 30 pays étudiés en 2014/2015 et 2024/2025, la proportion de répondants citant l'électricité comme une priorité absolue est restée stable (Figure 14). Cependant, des variations notables ont été observées dans certains pays. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées au Ghana (-24 points de pourcentage) et à São Tomé et Príncipe (-17 points), tandis que le Cameroun (+14 points), la Zambie (+13 points) et la Sierra Leone (+11 points) ont connu des hausses significatives.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 14 : Changement de perception de l'électricité comme problème prioritaire (points de pourcentage) | 30 pays | 2014-2025



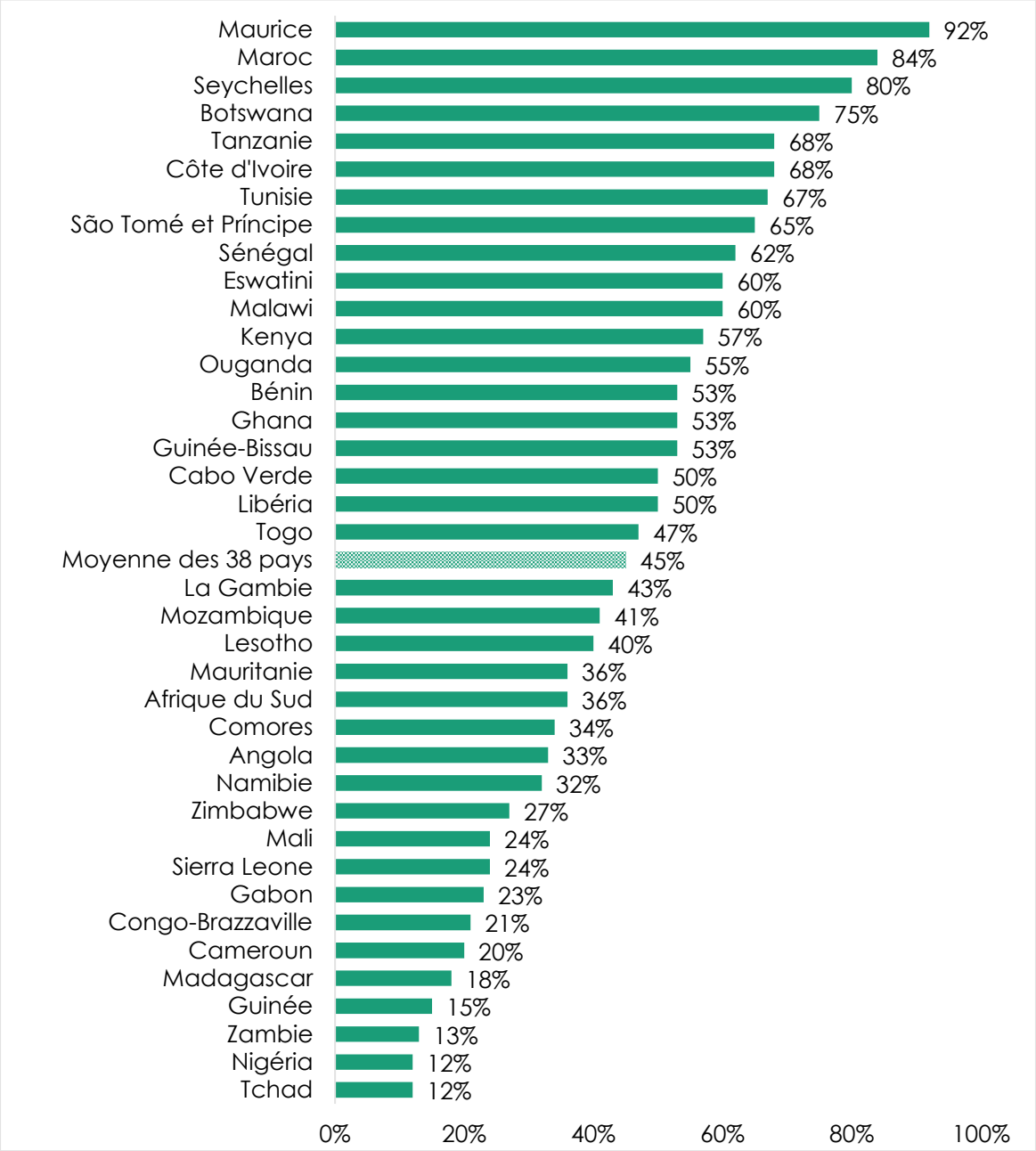
Question posée aux répondants : *A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne ; la figure montre les changements, en points de pourcentage, entre le Round 6 (2014/2015) et le Round 10 (2024/2025) dans la proportion de répondants qui citent l'électricité comme l'une de leurs trois priorités.)*

En moyenne, moins de la moitié (45%) des répondants estiment que leur gouvernement s'acquitte « plutôt bien » ou « très bien » de la tâche en matière de fourniture d'électricité fiable, tandis que 54% estiment qu'il fait un mauvais travail (Figure 15).

Maurice (92%), Maroc (84%), Seychelles (80%) et Botswana (75%) affichent des taux d'approbation élevés. A l'inverse, seules un sur huit citoyens se disent satisfaits des efforts de leur gouvernement en matière d'électricité en Zambie (13%), au Nigéria (12%) et au Tchad (12%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 15 : Bonne performance du gouvernement en matière de fourniture fiable d'électricité | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la fourniture fiable d'électricité ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)*

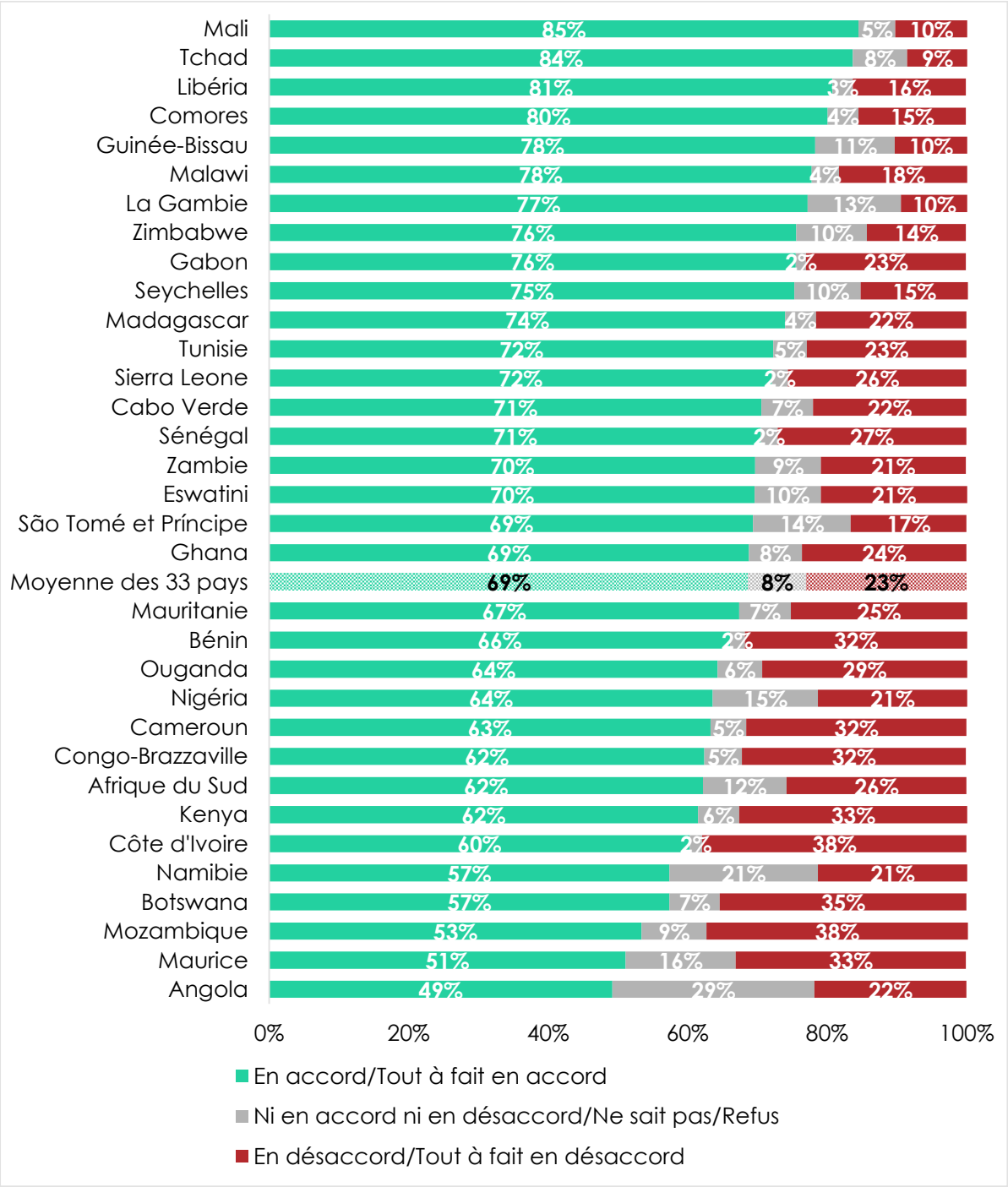
A travers 33 pays, Afrobarometer a interrogé les citoyens sur l'opportunité pour leur gouvernement d'investir dans les technologies éoliennes et solaires afin de produire de l'électricité face aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement. En moyenne, sept Africains sur 10 (69%) approuvent un tel investissement, même s'il entraîne une hausse du prix de l'électricité (Figure 16).

Plus des trois quarts des répondants sont favorables au Mali (85%), au Tchad (84%), au Libéria (81%), aux Comores (80%), en Guinée-Bissau (78%), au Malawi (78%), en Gambie (77%), au

Copyright ©Afrobarometer 2026

Zimbabwe (76%) et au Gabon (76%). L'Angola (49%) est le seul pays étudié où moins de la moitié des répondants approuvent les investissements dans les énergies renouvelables, mais même là, le soutien est deux fois plus important que l'opposition.

Figure 16 : Soutien à l'investissement dans les énergies renouvelables | 33 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Il existe de nombreuses politiques que notre gouvernement pourrait adopter pour répondre à l'évolution des conditions météorologiques et à la dégradation de l'environnement. Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des options suivantes : Investir dans les technologies éoliennes et solaires pour produire de l'électricité, même si cela en augmente le prix.*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Conclusion

Les résultats de l'enquête Afrobarometer menée dans 38 pays africains indiquent que les progrès en matière d'électrification ont été minimes et inégaux au cours de la dernière décennie, et qu'une majorité de ménages ne bénéficient toujours pas d'un accès fiable à l'électricité. L'offre d'électricité fiable varie considérablement d'un pays à l'autre, et les ménages ruraux et à faibles revenus sont confrontés à d'importants désavantages en matière d'électrification, tant en termes d'accès que de connectivité.

Près d'un quart des citoyens dépendent de sources d'électricité alternatives, parmi lesquelles l'énergie solaire est la plus populaire.

Moins de la moitié des Africains se disent satisfaits de la gestion de l'approvisionnement en électricité par leur gouvernement, malgré d'importantes disparités selon les pays. Une large majorité des répondants estiment que leur gouvernement devrait investir dans les énergies renouvelables pour produire de l'électricité, même si cela devait entraîner une hausse de leurs factures.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Références

Agence Internationale de l'Energie. (2022). Africa energy outlook 2022.

Baskaran, G., & Coste, S. (2024). Achieving universal energy access in Africa amid global decarbonization. Centre d'Etudes Sratégiques et Internationales.

Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. (2025). Africa leads in energy potential but trails in investment. 16 juillet.

Dalla Longa, F., & van der Zwaan, B. (2021). Heart of light: An assessment of enhanced electricity access in Africa. *Renewable and Sustainable Energy Reviews, 136*.

Golumbeanu, R., & Barnes, D. (2013). Connection charges and electricity access in sub-Saharan Africa. Policy Research Working Paper 6511. World Bank.

Groupe des Nations Unies pour le Développement Durable. (2025). Decoding Africa's energy journey: Three key numbers.

Jamasb, T., Nepal, R., & Timilsina, G. R. (2017). A quarter century effort yet to come of age: A survey of electricity sector reform in developing countries. *Energy Journal, 38*(3), 195-234.

Kennedy, F. (2025). Africa's energy deficit: 600 million people still lack electricity. Empower Africa.

Khoza, S. (2024). Africa's steady race towards renewable energy sources. Global Energy Alliance.

Mattes, R., & Lekalake, R. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Mungai, E. (2024). The role of policy reforms in embracing sustainability in Africa. Africa Sustainability Matters.

Mwangi, K. (2025). Comparing renewable energy subsidies across Africa. Tech in Africa.

Nations Unies. (2018). Ensure access to affordable, reliable, sustainable and modern energy.

Nations Unies. (2024). Affordable and clean energy.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain des rounds 10 et précédents d'Afrobarometer

Pays	Travaux de terrain du Round 10	Précédents rounds d'enquêtes
Afrique du Sud	Juin-août 2025	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021, 2022
Algérie	-	2013, 2015
Angola	Mars-avril 2024	2019, 2022
Bénin	Jan.-fév. 2024	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020, 2022
Botswana	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Burundi	-	2012, 2014
Cabo Verde	Août-sept. 2024	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019, 2022
Cameroun	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Comores	Mai-juin 2025	N/A
Congo-Brazzaville	Sept.-oct. 2024	2023
Côte d'Ivoire	Jan. 2024	2013, 2014, 2017, 2019, 2021
Egypte	-	2013, 2015
Eswatini	Avril-mai 2025	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Gabon	Avril-mai 2024	2015, 2017, 2020, 2021
La Gambie	Avril-mai 2024	2018, 2021, 2022
Ghana	Août 2024	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Guinée	Mai-juin 2024	2013, 2015, 2017, 2019, 2022
Guinée-Bissau	Juil.-sept. 2025	N/A
Kenya	Avril-mai 2024	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019, 2021
Lesotho	Mars 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020, 2022
Libéria	Juil.-août 2024	2008, 2012, 2015, 2018, 2020, 2022
Madagascar	Oct.-nov. 2024	2005, 2008, 2013, 2015, 2018, 2022
Malawi	Août 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Mali	Oct.-nov. 2024	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
Maroc	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Maurice	Avril-mai 2024	2012, 2014, 2017, 2020, 2022
Mauritanie	Déc. 2024-jan. 2025	2022
Mozambique	Juil-sept. 2025	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021, 2022
Namibie	Mars 2024	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2021
Nigéria	Juin-juil. 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020, 2022
Ouganda	Jan.-fév. 2024	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019, 2022
São Tomé et Príncipe	Sept.-nov. 2024	2015, 2018, 2022
Sénégal	Fév.-mars 2025	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021, 2022
Seychelles	Août 2024	2022
Sierra Leone	Mars-avril 2025	2012, 2015, 2018, 2020, 2022
Tanzanie	Juin-juil. 2024	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022
Tchad	Fév.-avril 2025	N/A
Togo	Juil. 2024	2012, 2014, 2017, 2021, 2022
Tunisie	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2020, 2022
Zambie	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
Zimbabwe	Juin 2024	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022

Copyright ©Afrobarometer 2026

Asafika Mpako est coordinatrice de la communication d'Afrobarometer pour l'Afrique Australe. Email : ampako@afrobarometer.org.

Edward Chibwili est chercheur au Centre for Economic and Social Research à l'University of Zambia, le Partenaire National d'Afrobarometer en Zambie. Email : edward.chibwili@unza.zm.

Richard Adjadeh est ancien analyste de données pour Afrobarometer. Email : adjadehrichie@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de 40 Partenaires Nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya, et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le Think Africa Partnership de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International, de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur **#VoicesAfrica**.

Dépêche No. 1233 d'Afrobarometer | 21 septembre 2026

Copyright ©Afrobarometer 2026